

## **Marchés trop forts ou classe politique trop faible?**

*Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 13 novembre 2011*

**LE PLUS.** Peut-être arriverons-nous, en France, "à éviter le pire avant l'échéance électorale de 2012", écrit Sylvie Goulard, eurodéputée et membre des Décrypteurs 2012. Mais une interrogation demeure: comment en sommes-nous arrivés à ce qu'en Europe, des gouvernements élus doivent céder la place à des experts?

La crise de la zone euro met les démocraties européennes à l'épreuve. En Grèce, Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, en Italie, Mario Monti, ancien commissaire européen, sont appelés au pouvoir. Ils ont été choisis pour leur compétence et leur crédibilité européenne, sans être élus.

Les raccourcis entre des États placés dans des situations différentes sont à éviter. Toutefois, il n'est pas inutile de réfléchir à ce que nous pourrions faire en France si le pays entrait à son tour dans l'œil du cyclone. En effet, la situation pourrait fort bien se dégrader avant l'élection présidentielle du printemps prochain.

### **Comment la Vème République résisterait-elle à un "stress test" violent?**

Depuis le début de la crise financière aux États-Unis en 2008, le président de la République est monté lui-même en première ligne avec le dynamisme et la réactivité que chacun lui connaît. Il a personnellement participé, avec la Chancelière allemande, à la négociation des "plans de sauvetage" successifs, courant à Berlin, à Francfort, sans ménager sa peine. Mais la contagion progresse. Si la situation devenait plus dramatique encore, Mme Merkel retournerait devant le Bundestag pour obtenir un nouveau mandat. Notre président déciderait-il seul du changement de cap ?

Tel est l'esprit de nos institutions mais, dans une telle situation, le défi serait de convaincre les tiers. Or la crédibilité internationale ne se décrète pas. Sans doute le Parlement voterait-il la défiance à l'encontre de François Fillon promu pour l'occasion fusible idéal. Le président aurait alors la possibilité de nommer à Matignon un "technicien" jouissant d'une forte considération, tel que Jean-Claude Trichet par exemple. Mais les investisseurs étrangers ne seraient pas forcément dupes car, par définition, le président serait toujours aux commandes ; l'arrivée d'une telle personnalité ne ferait disparaître ni les doutes sur la manière dont la crise a été gérée jusqu'à présent, ni les limites de quatre années de politiques économique, budgétaire et fiscale insuffisantes. Et qui parlerait au Conseil européen ? Le président ou le nouveau Premier ministre?

Une chose est sûre : le président de la République française ne disposerait pas du recul dont a pu se prévaloir Giorgio Napolitano. Le président de la République italienne a pu gérer la transition de main de maître non seulement parce qu'il a fait preuve d'une finesse exceptionnelle mais aussi parce qu'il n'avait pas été mêlé à la

gestion du gouvernement Berlusconi. Aucune figure équivalente n'existe en France. Au contraire, pour les cas d'urgence, la Constitution ne prévoit, dans son article 16, qu'une concentration accrue des pouvoirs dans les mains du chef de l'Etat. Cette personnalisation autour du chef ne répond pas aux enjeux de notre temps: ouvrir un débat courageux sur l'avenir de l'Europe, rassembler les Français afin de donner au monde extérieur des gages de cohésion nationale.

Peut-être arriverons-nous à éviter le pire avant l'échéance électorale de 2012. C'est souhaitable pour notre pays. Mais cet espoir ne devrait pas nous exonérer d'une interrogation plus profonde : comment en sommes-nous arrivés à ce qu'en Europe, des gouvernements élus doivent céder la place à des experts?

### **La classe politique n'a pas été à la hauteur**

Certains diront, une fois encore, que "l'Europe" n'est pas démocratique. Mais le problème, en l'occurrence, est plutôt venu du niveau national. Il est ridicule de prétendre que des hordes de techniciens, tapis dans l'ombre, ne songent qu'à prendre la place des gouvernants. Le phénomène se produit plutôt parce que, dans la plupart des pays, la classe politique n'a pas été à la hauteur. Ainsi M. Papademos et M. Monti n'ont pas fait un putsch. On a été les chercher parce que ceux-là même qui gausaient la technocratie et dédaignaient l'Europe se sont trouvés dépassés.

L'incompétence en matière économique et financière, l'absence de conscience des interdépendances européennes et mondiales voire, pour certains, le manque de courage sont encore considérés, dans trop de milieux politiques européens comme des péchés véniels. C'est cette illusion qui vient de s'évanouir en Italie et en Grèce. La situation n'est pas très différente chez nous, si nous sommes un peu honnêtes avec nous-mêmes. Ceux que cette révélation dérange diabolisent aussitôt "les marchés". Mais le monde financier n'a fait que donner le coup de grâce à des systèmes politiques vermoulus, incapables de donner un avenir aux peuples dont ils prétendent avoir la charge.

La démocratie ne peut plus consister à acheter des clientèles et à distribuer des sucres d'orge, sans aucune considération pour la compétitivité et le niveau de performance réel d'un pays. Il serait consternant pour la démocratie que les mesures impopulaires mais nécessaires ne puissent venir que de personnalités externes à la vie politique. A la politique de reprendre ses droits et... de regarder en face ses devoirs.

Après 60 ans d'intégration européenne et à l'heure de la globalisation, peut-être serait-il temps de jeter un œil plus critique sur les profils de nos politiques et le fonctionnement de nos partis. Peut-être serait-il temps qu'ils trouvent un juste équilibre entre l'expérience locale et la crédibilité globale, entre les effets de manche du "volontarisme politique" et la prise en compte des réalités globales, entre la défense légitime de la langue française et l'incapacité consternante à s'exprimer dans les cercles internationaux. Bref, entre l'esbroufe et la politique, au sens noble du terme. Comme l'a dit Mario Monti "il y a un énorme travail devant nous". Pas seulement en Italie.